

ERIC NG PING CHEUN

Maurice la cigale



ERIC NG PING CHEUN

Maurice la cigale

Du même auteur

Mieux comprendre l'économie (2005)

A contre-courant (2011)

Alice in Dodoland (2012)

Robinson sur l'île durable (2013)

L'économie de la diversité (2015)

Economic Sense (2017)

Fifty Economic Steps (2018)

TABLE DES MATIÈRES

Introduction : La morale économique de La Fontaine	1
---	---

Des fourmis dans les jambes

1. Carpe diem !	17
2. La source se tarit	22
3. Une nation d'emprunteurs	27
4. Le lexique des dévots	34
5. La carpe et le lapin	44
6. Bombes à retardement	49

Dans les souliers du financier

7. Faucons et colombes	63
8. Dans le brouillard monétaire	72
9. Le prix d'une monnaie	77
10. Décalages boursiers	84
11. Notre cygne noir	89
12. La finance de l'ombre	95
13. La monnaie virtuelle	100

La poule aux œufs d'or

14. Le générateur d'emplois	113
15. Le renard dans le poulailler	123
16. Le capital social	131
17. Le sang de l'entreprise	143
18. Politiques préférentielles	151

Le collier protecteur

19.	Les nouveaux visages du protectionnisme	167
20.	La compétitivité internationale à bras ouverts	173
21.	Du bon et du mauvais populisme	182
22.	Le miroir aux alouettes	192
23.	Le bonnet d'âne	200

Le chêne étatique

24.	Le planificateur central	213
25.	L'acteur principal	219
26.	Leadership politique	223
27.	Hérisson ou renard ?	230
28.	L'exigence démocratique	234

Sous le ciel

29.	Les emplois verts	249
30.	Nouvelle frontière	251
31.	Ville intelligente	254
32.	Météorologie économique	257
33.	Le principe de précaution	260
	Post-scriptum : Le chien de garde	263
	Notes	267
	Index	275

Tout ce qui peut se produire peut trouver des consommateurs.

Jean-Baptiste Say, *Lettres à Malthus*, 1820,
Lettre deuxième

Toutes les grandes questions doivent être étudiées au point de vue du consommateur, si l'on veut en saisir les conséquences générales et permanentes.

Frédéric Bastiat, *Harmonies économiques*, 1850,
chapitre XI

Consumption is the sole end and purpose of all production; and the interest of the producer ought to be attended to, only so far as it may be necessary for promoting that of the consumer.

Adam Smith, *The Wealth of Nations*, 1776,
book IV, chapter VIII

The special interest of the producers has overwhelmed the general interest of consumers.

Milton Friedman, *Free to Choose*, 1980,
chapter 6

If one abolishes man's freedom to determine his own consumption, one takes all freedoms away.

Ludwig von Mises, *Human Action*, 1949,
chapter XXVII, section 6

We have become a nation of consumers and much less a nation of producers of goods and services.

Seetannah Lutchmeenaraidoo, *Budget Speech 2015-2016*

Consumer well-being is another priority of Government as it is a central component of quality of life.

Pravind Jugnauth, *Budget Speech 2017-2018*

Purchasing power is the central concern of consumers.

Xavier-Luc Duval, *Budget Speech 2014*

Our aim is to remove unnecessary hassles for operators without affecting consumer interests.

Paul Bérenger, *Budget Speech 2002-2003*

Both deficits and debts are more sustainable when they finance investment rather than consumption expenditures.

Rama Sithanen, *Budget Speech 2009*

We Mauritians are acutely conscious of the pressing need to increase domestic savings and stimulate investment.

Rundheersing Bheenick, *Budget Speech 1996-1997*

La cigale, ayant chanté
Tout l'été,
Se trouva fort dépourvue
Quand la bise fut venue.
Pas un seul petit morceau
De mouche ou de vermisseau.
Elle alla crier famine
Chez la fourmi sa voisine,
La priant de lui prêter
Quelque grain pour subsister
Jusqu'à la saison nouvelle.
« Je vous paierai, lui dit-elle,
Avant l'ôût, foi d'animal,
Intérêt et principal. »
La fourmi n'est pas prêteuse :
C'est là son moindre défaut.
« Que faisiez-vous au temps chaud ?
Dit-elle à cette emprunteuse.
- Nuit et jour à tout venant.
Je chantais, ne vous déplaie.
- Vous chantiez ? j'en suis fort aise :
Eh bien, dansez maintenant ! »

(Les Fables de La Fontaine,
« La Cigale et la Fourmi », livre I, fable 1)

INTRODUCTION

La morale économique de La Fontaine

Jean de La Fontaine (1621-1695), un poète classique de la littérature française, n'était certainement pas un économiste. Mais ses célèbres *Fables* (parues en 1668), par le biais des animaux qu'il fait parler, contiennent des principes économiques qui font œuvre de pédagogie. Il ne faut pas trouver dans les vers de La Fontaine plus qu'il n'y a véritablement, mais on peut en tirer une morale économique. L'écrivain, qui est du côté du progrès et de la liberté et ne condamne pas l'enrichissement, aborde des questions étudiées par les économistes, telles que la production, le capital, l'épargne, le travail, la valeur, la propriété privée et le libre échange.

A rebours de ceux qui prônent la relance par la consommation, La Fontaine nous dit cette vérité économique toute simple : tout part de la production. Si l'on ne produit pas, il n'y a pas de travail, pas de revenu, et rien à consommer :

« Sottes de ne pas voir que le plus grand des soins,
Ce doit être celui d'éviter la famine. »¹

Les deux principaux outils de production sont le capital et le travail. A l'époque de La Fontaine, on n'attaquait pas le capital. Il n'a donc pas à le défendre, mais il fait bien comprendre que le capital provient de l'épargne. S'il loue l'épargne – la fourmi étant le modèle de l'épargne² –, il condamne « l'avarice, compagne et sœur de l'ignorance »³. L'épargne produit des capitaux alors que l'avarice les rend stériles. Pour La Fontaine, « l'usage seulement

fait la possession »⁴, et c'est pourquoi « l'avare rarement finit ses jours sans pleurs »⁵.

Comme Adam Smith, le poète vante le travail, à la différence qu'il n'en fait pas la valeur objective des choses. Le père de la science économique postule, dès la première phrase de son fameux ouvrage *The Wealth of Nations* (1776), que « *the annual labour of every nation is the fund which originally supplies it with all the necessaries and conveniences of life* ». La Fontaine, lui, a une approche subjective de la valeur d'un produit : « le bien n'est bien qu'en tant que l'on s'en peut défaire »⁶ – ce que les économistes appellent la valeur d'échange –, sinon « quand ces biens sont oisifs, je tiens qu'ils sont frivoles »⁷. Et la valeur varie suivant la loi de l'offre et de la demande, comme cet homme qui, songeant au mariage, avait « du comptant, et partant de quoi choisir »⁸.

Le poète rejoint aussi Adam Smith en défendant l'efficacité de la division du travail :

« Le monarque prudent et sage
De ses moindres sujets sait tirer quelque usage,
Et connoît les divers talents.
Il n'est rien d'inutile aux personnes de sens. »⁹

A ceux qui s'en remettent plutôt à l'Etat et à sa providence, La Fontaine rappelle avec force : « Aide-toi, le Ciel t'aidera. »¹⁰ Ainsi, au grand dam des cigales paresseuses et dépensières, il glorifie le travail qui, tel un trésor, enrichit, soulage et libère :

« Travaillez, prenez de la peine :
C'est le fonds qui manque le moins.
Un riche laboureur, sentant sa mort prochaine,
Fit venir ses enfants, leur parla sans témoins.
« Gardez-vous, leur dit-il, de vendre l'héritage
Que nous ont laissé nos parents.

Un trésor est caché dedans.
Je ne sais pas l'endroit ; mais un peu de courage
Vous le fera trouver, vous en viendrez à bout.
Remuez votre champ, dès qu'on aura fait l'oût :
Creusez, fouillez, bêchez ; ne laissez nulle place
Où la main ne passe et repasse. »
Le père mort, les fils vous retournent le champ
Deçà, delà, partout : si bien qu'au bout de l'an,
Il en rapporta davantage.
D'argent, point de caché. Mais le père fut sage
De leur montrer, avant sa mort,
Que le travail est un trésor. »¹¹

Au lieu de « Travaillez, prenez de la peine », le mot d'ordre au Bâtiment du Trésor est actuellement « Dépensez, prenez du plaisir ». Perrette ne l'entend pas de cette oreille pour développer son entreprise agricole, ayant compris la fonction du capital :

« Tout le prix de son lait, en employoit l'argent ;
Achetoit un cent d'œufs, faisoit triple couvée :
La chose alloit à bien par son soin diligent.
« Il m'est, disoit-elle, facile
D'élever des poulets autour de ma maison ;
Le renard sera bien habile
S'il ne m'en laisse assez pour avoir un cochon.
Le porc à s'engraisser coûtera peu de son ;
Il étoit, quand je l'eus, de grosseur raisonnable :
J'aurai, le revendant, de l'argent bel et bon.
Et qui m'empêchera de mettre en notre étable,
Vu le prix dont il est, une vache et son veau,
Que je verrai sauter au milieu du troupeau ? »¹²

La laitière se serait enrichie sans le malencontreux accident de la fin, la vie économique étant parsemée de risques aléatoires :

« Perrette là-dessus saute aussi, transportée.
Le lait tombe : adieu veau, vache, cochon, couvée ! »

Si la laitière avait acheté ses œufs à crédit pour élever des poulets, au lieu d'attendre de vendre son lait, et si elle avait acheté sa vache avant d'avoir vendu ses poulets et son cochon, la chute malheureuse du pot au lait aurait ruiné définitivement sa petite ferme. Si elle était aussi imprévoyante que la cigale, elle risquerait la faillite et n'aurait donc pas d'emprunt. C'est pourquoi la fourmi refuse crédit à la cigale.

Perrette doit s'estimer heureuse que ce qu'elle produit lui appartient. On n'a pas nationalisé ses châteaux en Espagne contrairement au gouvernement mauricien qui a pu démanteler un conglomérat du jour au lendemain. La Fontaine nous donne une belle leçon de la propriété privée :

« Du palais d'un jeune lapin
Dame Belette, un beau matin,
S'empara : c'est une rusée.
Le maître étant absent, ce lui fut chose aisée.
Elle porta chez lui ses pénates, un jour
Qu'il étoit allé faire à l'Aurore sa cour
Parmi le thym et la rosée.
Après qu'il eut brouté, trotté, fait tous ses tours,
Janot Lapin retourne aux souterrains séjours.
La belette avoit mis le nez à la fenêtre.
« O Dieux hospitaliers ! que vois-je ici paroître ? »
Dit l'animal chassé du paternel logis.
O là, Madame la belette,
Que l'on déloge sans trompette,
Ou je vais avertir tous les rats du pays. »¹³

Les droits de propriété vont de pair avec le libre échange, et non avec le protectionnisme. La Fontaine s'élève contre la protection douanière :

« Un marchand grec en certaine contrée
Faisoit trafic. Un bassa l'appuyoit ;
De quoi le Grec en bassa le payoit,
Non en marchand : tant c'est chère denrée
Qu'un protecteur. Celui-ci coûtoit tant,
Que notre Grec s'alloit partout plaignant. »¹⁴

Parallèlement, protégées par le soleil, les grenouilles veulent lui dicter leur loi pour qu'il règle sa marche à leur convenance :

« A les ouïr, tout le monde,
Toute la machine ronde
Rouloit sur les intérêts
De quatre méchants marets. »¹⁵

On croirait entendre les industriels locaux revendiquer des politiques préférentielles !

Nul ne traitera La Fontaine de donneur de leçons. Rappelons sa critique du bourgeois « riche mais ignorant » qui reproche au savant de ne rien dépenser : « Laissez dire les sots : le savoir a son prix. »¹⁶

La cigale mauricienne

Celui qui voulait créer une nation d'entrepreneurs à la faveur du boom économique de la fin des années 1980, devait faire le constat, trente ans plus tard, que l'île Maurice est devenue plutôt une nation de consommateurs. L'ancien ministre des finances Seetanah Lutchmeenaraidoo estimait ainsi, dans son discours budgétaire lu le 23 mars 2015, que « *we are becoming too much of a consumer society as borne out by the proliferation of hypermarkets and shopping malls* ». On l'aura compris : la consommation en elle-même n'est pas un problème, mais c'est le trop qui nuit.

La situation est telle qu'un éditorialiste de *l'express dimanche* n'a pas hésité à titrer « L'économie ou la mort »²⁶, quelques mois après un autre titre très évocateur, « Un pays malade »²⁷. C'est dire la place que doit occuper l'économie pour la santé, voire la survie, d'un pays. Or les coups de boutoir de l'Etat contre la liberté d'entreprise, ce que *The Economist Intelligence Unit* appelle « *the authorities' penchant for interventionist and populist measures* »²⁸, doivent mobiliser tous les esprits libres pour « sauver le pays »²⁹.

C'est que l'Etat ne rate pas une occasion d'écraser les fourmis épargnantes (première partie) au profit des financiers amoureux de l'argent facile (deuxième partie), de sacrifier la poule aux œufs d'or au détriment des emplois (troisième partie), de jouer au despote bienveillant pour mieux embrigader la liberté d'entreprendre (quatrième partie) avec ses politiques centralisatrices et interventionnistes (cinquième partie), sans pour autant traiter la question environnementale en accord avec l'économie (sixième partie).

PREMIÈRE PARTIE

Des fourmis dans les jambes

Vous mourrez de faim,
De froid, de langueur, de misère,
Quand Phébus régnera sur un autre hémisphère.
Alors, je jouirai du fruit de mes travaux :
Je n'irai, par monts, ni par vaux
M'exposer au vent, à la pluie ;
Je vivrai sans mélancolie :
Le soin que j'aurai pris de soin m'exemptera.
Je vous enseignerai par là
Ce que c'est qu'une fausse ou véritable gloire.
Adieu : je perds le temps ; laissez-moi travailler.
Ni mon grenier ni mon armoire
Ne se remplit à babiller.

(*Les Fables de La Fontaine*, « La Mouche et la Fourmi »,
livre IV, fable 3)

La tendance de l'épargne reste une source de préoccupation majeure de par son impact potentiel sur les investissements futurs et la croissance du pays. Une telle situation nous rend plus vulnérable car elle augmente notre dépendance sur la dette extérieure et, à un moindre degré, sur l'investissement direct étranger. Tout compte fait, pour améliorer le taux d'épargne, il est important d'augmenter la création des revenus à l'échelle nationale à travers l'élargissement de notre capacité de production ainsi qu'une hausse de notre compétitivité à différents échelons.

Gilbert Gnany, entretien dans *le mauricien* du 4 juillet 2013

De par la taille du pays et de sa population, les Mauriciens ne sont que des fourmis : notre influence sur l'économie mondiale est nulle. Même à l'échelle nationale, l'Etat nous donne des sensations de picotement en nous traitant d'insignifiants. Quand un ministre des finances considère la rigueur, suivant le mot de La Fontaine, comme « ce pelé, ce galeux, d'où venoit tout leur mal »³⁰, les finances publiques dérapent, les dépenses publiques explosent, tout comme « la chétive pécure s'enfla si bien qu'elle creva »³¹. Pour rester dans l'animalerie de La Fontaine, nous devons « crier haro sur le baudet »³², dénoncer avec indignation les politiques laxistes, tant budgétaires que monétaires, de l'Etat, ses politiques dépensières et inflationnistes, ses politiques spoliatrices et confiscatoires.

Un passage de la Bible, au livre des Proverbes (6, 6-8), évoque le travail contre la paresse, la discipline contre l'imprudence, la liberté contre le contrôle, et la prévoyance contre l'insouciance.

« Va vers la fourmi, paresseux !
Considère sa conduite et deviens un sage.
Elle n'a pas de surveillant, ni de contremaître, ni de patron.
En été elle fait ses provisions, pendant la moisson elle amasse sa nourriture. »

De même, La Fontaine met en avant la fourmi comme travailleuse et exalte la puissance du travail. Lorsqu'elle était le Premier ministre de la France, Edith Cresson expliquait le succès des Japonais par le fait qu'ils « travaillent comme des fourmis ». Si la fourmi symbolise l'ardeur au travail, elle incarne aussi le sens de l'épargne.

Travail et épargne s'allient naturellement. Ils étaient les deux mamelles du développement économique de Maurice dans les années 1980. Mais depuis au moins une décennie, les budgets nationaux favorisent surtout la consommation (chapitre 1).

Alors que cette source de croissance qu'est l'épargne se tarit (chapitre 2), nous sommes devenus définitivement une nation d'emprunteurs (chapitre 3), le gouvernement donnant lui-même le mauvais exemple dans le domaine des finances publiques (chapitre 4), d'où son incapacité à coordonner ses politiques fiscale et monétaire (chapitre 5) et à réformer le système public de retraite, faute d'épargne longue (chapitre 6).

DEUXIÈME PARTIE

Dans les souliers du financier

Un Savetier chantait du matin jusqu'au soir :
C'était merveilles de le voir,
Merveilles de l'ouïr ; il faisait des passages,
Plus content qu'aucun des sept sages.
Son voisin au contraire, étant tout cousu d'or,
Chantait peu, dormait moins encor.
C'était un homme de finance.
Si sur le point du jour parfois il sommeillait,
Le Savetier alors en chantant l'éveillait,
Et le Financier se plaignait,
Que les soins de la Providence
N'eussent pas au marché fait vendre le dormir,
Comme le manger et le boire.

*(Les Fables de La Fontaine,
« Le Savetier et le Financier », livre VIII, fable 2)*

Ce qui est troublant, c'est que l'argent dont la vocation première était de faciliter les échanges est devenu un produit par lui-même et est sujet à de vastes spéculations qui déséquilibrent le jeu de l'offre et de la demande. La valeur de la monnaie ne reflète plus nécessairement l'état de l'économie du pays qu'elle représente.

Michel de Spéville, entretien dans
l'express du 13 juin 2016

On traduit souvent *money* par argent, et on confond la monnaie avec l'argent. On s'y perd d'ailleurs dans la Bible : selon L'Écclésiaste (10, 19), « l'argent répond à tout » (*money answereth all things*), mais d'après Timothée (6, 10), « la racine de tous les maux, c'est l'amour de l'argent » (*the love of money is the root of all evil*).

Pour l'économiste, la monnaie est une institution façonnée par l'évolution sociale. La banque centrale est appelée à gérer la monnaie, tout en se mettant dans les souliers du financier qui, lui, ne pense qu'à son argent. En d'autres mots, elle doit savoir être en accord avec l'humeur du marché et choisir, plutôt que subir, sa politique monétaire.

L'inflation, la valeur de la roupie et le loyer de l'argent sont les trois problèmes qui interpellent en premier lieu une banque centrale. Or ils ne seront jamais résolus simultanément. L'économie est un jeu de poulie qui croit trouver son point d'équilibre sans vraiment l'atteindre...

Dans presque tous les pays soumis à la globalisation financière, la politique monétaire occupe une place prépondérante dans l'administration de l'économie nationale. C'est pourquoi la Réserve fédérale américaine, la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre convoquent leur comité monétaire chaque mois pour évaluer la situation économique et calibrer leur politique au millimètre près.

On ne demande pas à la Banque de Maurice de prétendre au même niveau de sophistication. Certes, ses politiques n'évoluent pas dans le vide, étant souvent la conséquence des politiques gouvernementales. Mais au lieu de mettre systématiquement les à-coups dans sa politique du taux d'intérêt sur le dos de la gestion de la dette publique et des mécanismes rigides de détermination salariale, la banque centrale doit aussi prendre pleinement la responsabilité de ses propres défaillances. Un

peu de transparence et de cohérence dans sa politique monétaire donnera plus de conviction à ses mesures.

Pour que sa politique soit crédible, une banque centrale doit s'élever au-dessus de tous les groupes de pression. Une politique monétaire influencée par un lobby distinct pose un sérieux problème démocratique. La vigilance est de mise chez les fournis épargnantes.

En abaissant le taux d'intérêt au-delà du raisonnable, la Banque de Maurice a injecté des liquidités dans l'espoir que les entreprises investissent et que les ménages consomment. Mais on ne saurait faire boire un âne qui n'a pas soif. En revanche, l'inondation monétaire, soit une situation de « trop de monnaie chassant après trop peu de biens », selon la formule de Keynes, va fatalement se traduire en inflation.

Méditant dans sa thébaïde, le gouverneur de la Banque de Maurice doit bien se rendre compte de la difficulté de cibler le taux d'inflation (chapitre 7) face au désordre monétaire international (chapitre 8) et aux fluctuations des taux de change (chapitre 9). Il doit aussi prendre acte que des taux d'intérêt inférieurs au taux d'inflation, ayant entraîné une perte de crédibilité de la banque centrale de préserver le pouvoir d'achat des Mauriciens, ont déconnecté la bourse de Port Louis de l'économie réelle (chapitre 10), ont fait le bonheur et le malheur du groupe BAI (chapitre 11), ont préparé le terrain à des activités bancaires parallèles (chapitre 12) et ont soutenu l'émergence des crypto-monnaies (chapitre 13).

TROISIÈME PARTIE

La poule aux œufs d'or

L'Avarice perd tout en voulant tout gagner.
Je ne veux pour le témoigner,
Que celui dont la Poule, à ce que dit la fable,
Pondait tous les jours un œuf d'or.
Il crut que dans son corps elle avait un trésor :
Il la tua, l'ouvrit, et la trouva semblable
À celles dont les œufs ne lui rapportaient rien,
S'étant lui-même ôté le plus beau de son bien.

(*Les Fables de La Fontaine*, « La Poule aux œufs d'or »,
livre V, fable 13)

Je pense qu'un développement économique dans la durée n'est pas soutenable si les bénéfices de ce développement ne sont pas partagés. Un élargissement de l'écart entre les riches et les pauvres est moralement inacceptable.

Philippe Espitalier-Noël, entretien dans
l'express du 26 février 2014

C'est entendu, il n'y a pas de développement économique sans le secteur privé, créateur de richesse. Il faut d'abord produire avant de distribuer les revenus sous forme de salaires, d'impôts et de profits. Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain. Mais qu'arrivera-t-il si l'impôt sur les sociétés augmente ? Le grand érudit tunisien Ibn Khaldun, en précurseur de l'économie de l'offre, avait la réponse bien avant la loi des débouchés de Say et la courbe de Laffer : « *Businessmen are soon discouraged by the comparison of their profits with the burden of their taxes... Consequently production falls off, and with it the yield of taxation.* »⁵³

Qu'on se garde de tuer la poule aux œufs d'or ! L'ennemi des pauvres n'est pas le profit de l'entreprise, mais le chômage ou l'inflation. Le combat contre la pauvreté n'est pas la même chose que la lutte contre l'écart entre les riches et les pauvres. Celui-ci se creuse principalement, non pas en raison de l'inégalité salariale, mais parce que les fortunés ont beaucoup de biens qu'ils arrivent à faire fructifier.

Si nous voulons aider les pauvres, aidons-les en particulier. Pour cela, il faut une méthode qui rend l'Etat-providence moins lourd mais plus efficace. En subventionnant directement les pauvres sur des produits et des services de base, le ciblage social peut promouvoir une nouvelle forme de justice sociale, à savoir l'équité. Sinon, l'égalité tue l'équité lorsque la gratuité est accordée à tout le monde, riches ou pauvres.

L'impôt plat de 15% sur le revenu individuel a été remis en cause au nom d'une équité fiscale entre les nantis et les moins riches. Or ce qui creuse l'inégalité des revenus, ce n'est pas l'égoïsme des nantis, mais le corporatisme des classes moyennes. Politiciens et syndicalistes ne cessent de communier dans cette croyance commune que l'identité des prestations sociales assurerait l'égalité des chances parmi les citoyens, indépendamment de leur situation sociale de départ. En vérité, les gens vulnérables

bénéficient moins que les autres des prébendes de l'Etat-providence.

Les catégories aisées tirent avantage de ce système social qui déplace des milliards de roupies au sein de la classe moyenne, sans que les transferts soient maîtrisés. Véritable ressort du conservatisme, il protège les intérêts en place : ceux des fonctionnaires dont le pouvoir s'étend avec les procédures, ceux des syndicalistes devenus des valets de l'Etat, ceux du personnel hospitalier qui se contente du service minimum, et ceux des enseignants qui se battent pour leurs fonds de commerce. Il faudra une approche commune du gouvernement et de l'opposition pour attaquer ces coalitions d'intérêts dans leurs derniers retranchements.

Une cible plus facile, et politiquement plus rentable, pour tout gouvernement, c'est le secteur privé. Mais un gouvernement peut-il se permettre de rester en mauvais termes avec le principal secteur privé ? Les étrangers regarderont comment celui-ci est traité dans son propre pays avant d'y investir. Si la perception est négative, toutes les bonnes mesures d'ouverture ne suffiront pas pour imprégner la sérénité dans l'esprit de ceux qui prennent des risques financiers sur une longue période.

Dans le secteur parapublic, il est loisible au gouvernement de reculer à chaque fois qu'il avance. Mais un gouvernement sérieux et responsable ne saurait jouer ce même jeu débile avec les opérateurs privés. Il doit plutôt assurer que les règles du jeu soient respectées, à commencer par lui-même. Elles ne peuvent pas être modifiées selon son humeur du moment. Quel étranger va investir à Maurice si elles ne sont pas inscrites dans la durée ? Quel Mauricien va créer des emplois si elles se retournent contre lui ?

Le gouvernement a le fâcheux prurit d'envoyer des signaux contradictoires au secteur privé. Dès lors, est-ce trop demander

au gouvernement d'être cohérent dans ses politiques ? Est-ce si difficile de dialoguer, de concerter et de coopérer avec le secteur privé ? Est-ce si compliqué d'aborder la liberté des prix et la notion du profit de façon décomplexée ?

Ce sont autant de questions qui méritent des réponses, pour que la croissance économique génère des emplois (chapitre 14), pour que les politiques salariales dictées par le gouvernement ne détruisent pas des emplois (chapitre 15), pour que l'esprit entrepreneurial soit animé par l'émollient de la confiance (chapitre 16), pour que l'investissement privé reparte et intègre les pauvres dans le développement économique (chapitre 17) et pour que les acteurs économiques ne soient plus victimes de politiques discriminatoires entre eux-mêmes (chapitre 18).

QUATRIÈME PARTIE

Le collier protecteur

Chemin faisant, il vit le col du Chien pelé.

« Qu'est-ce là ? lui dit-il. – Rien. – Quoi ? Rien ? – Peu de chose.

– Mais encor ? – Le collier dont je suis attaché

De ce que vous voyez est peut-être la cause.

– Attaché ? dit le Loup : vous ne courez donc pas

Où vous voulez ? – Pas toujours ; mais qu'importe ?

– Il importe si bien que de tous vos repas

Je ne veux en aucune sorte,

Et ne voudrais pas même à ce prix un trésor. »

Cela dit, maître Loup s'enfuit, et court encor.

(*Les Fables de La Fontaine*, « Le Loup et le Chien »,
livre I, fable 5)

Nous croyons, avec conviction, depuis toujours, à la libre
entreprise et au pouvoir du libéralisme économique de
galvaniser les forces créatrices nécessaires pour faire
avancer le pays et sa population. Il n'y a d'ailleurs
plus grand choix sur la question.

Philippe A. Forget, dans un discours prononcé le
16 juillet 2018 lors du dévoilement du classement
annuel des *Top 100 Companies*

Regardons une fourmilière. Des millions d'insectes s'affairent en tous sens à des tâches diverses. On a un degré élevé de division du travail. Les fourmis ne parlent pas, n'étant pas dotées individuellement des capacités intellectuelles des humains. Et pourtant, c'est une colonie qui fournit un résultat collectif impeccable, fruit de la responsabilité individuelle et d'un effort coopératif, sans la présence d'un chef qui indique à chacun ce qu'il doit faire, où, comment, quand. On a là un principe d'auto-organisation qui atteste de l'existence d'un ordre spontané. C'est aussi de cette manière que fonctionne le marché.

À l'instar des fourmis qui communiquent entre elles au moyen de produits chimiques volatils appelés phéromones, les acteurs du marché communiquent par les prix et coopèrent par l'échange. Le prix Nobel d'économie Friedrich Hayek définit le marché comme un instrument de communication qui fait émerger les informations pertinentes à travers les prix. Ces derniers sont les signaux les plus déterminants dans la décision d'investir, de produire ou de consommer. Et cette communication n'est possible que dans un régime de liberté.

Le libre échange a incontestablement apporté la prospérité dans les pays qui l'ont adopté depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais le monde connaît encore des poussées de fièvre protectionniste, et les pourfendeurs de la liberté économique attendent, masqués, pour donner un coup de pied dans la fourmilière. C'est à se demander si l'on a appris les leçons de 1929.

Les historiens disent que la Grande Dépression a duré onze ans, mais que la période de 1929 à 1933 a constitué sa phase de contraction, inhabituellement longue et sévère de par l'étendue du chômage. Aux Etats-Unis, celui-ci dépassa les 20% en 1931, et il restait au-dessus de 15% jusqu'à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, alors qu'il avait rarement atteint les 10% lors des dépressions précédentes. Durant ces quatre années de

contraction, le marché boursier connaissait des hauts et des bas, parfois des hausses de 25%.

Heureusement que 2019 n'est pas 1929. On sait que la Grande Dépression survint dans un monde unipolaire et qu'elle fut avivée par un fort protectionnisme américain et par l'inexpérience des banques centrales jalouses de leur monnaie nationale. De nombreux pays érigèrent des barrières douanières en guise de représailles contre le *Smoot-Hawley Act* que le Congrès américain vota en 1930 pour quadrupler le taux effectif des droits de douane sur des milliers de produits importés.

Aujourd'hui, nous vivons dans un monde multipolaire avec une plus grande autonomie des pays émergents. En tant que nouvelle puissance économique, la Chine peut tirer tant soit peu la croissance mondiale. Les biens, les services, les capitaux et les personnes peuvent toujours circuler librement. Ce libre échange mondial doit toutefois s'appuyer sur une coordination efficace entre les principales banques centrales.

Cependant, face à un désordre monétaire extrême, où un cochon ne retrouverait pas ses petits, la tentation d'ériger des barrières commerciales est grande. A Maurice, des industriels exposés à la concurrence étrangère demandent au gouvernement d'enlacer l'économie d'un collier protecteur, comme celui que porte le chien bien nourri de La Fontaine. Mais ce n'est pas ainsi qu'un pays réduit son déficit commercial. Il convient plutôt que les autorités fiscales et monétaires mettent au placard les politiques favorisant la consommation, et que soient appliquées des réformes structurelles qui rehaussent la compétitivité du pays. Ce sont les économies fermées qui doivent se soucier de la balance des paiements. Une économie dynamique ne peut qu'être ouverte à tous les flux de produits, de capitaux et de personnes.

Le meilleur moyen de démasquer les nouvelles formes de protectionnisme (chapitre 19) est d'embrasser la compétitivité

internationale (chapitre 20) et de porter l'estocade au populisme en mettant au pas le capitalisme de connivence et les politiques de copinage (chapitre 21). Ce qu'il faut protéger, c'est la liberté économique contre l'interventionnisme étatique (chapitre 22), ainsi que les droits individuels contre l'oppression législative (chapitre 23), à l'image du loup affamé qui préfère le dénuement dans la liberté plutôt que le confort de la soumission.

CINQUIÈME PARTIE

Le chêne étatique

Le Chêne un jour dit au roseau :
« Vous avez bien sujet d'accuser la nature :
Un roitelet pour vous est un pesant fardeau ;
Le moindre vent qui d'aventure
Fait rider la face de l'eau,
Vous oblige à baisser la tête (...)
La nature envers vous me semble bien injuste. »
« Votre compassion, lui répondit l'arbuste,
Part d'un bon naturel ; mais quittez ce souci.
Les vents me sont moins qu'à vous redoutables :
Je plie, et ne romps pas. »

(*Les Fables de La Fontaine*, « Le Chêne et le Roseau »,
livre I, fable 22)

Jamais je ne quémanderai de l'argent public. Une entreprise privée qui fait des profits ne paie pas des dividendes à l'Etat, alors pourquoi devrait-elle rechercher l'argent des contribuables quand elle est en difficulté ? Je mets en cause ce désir de tout avoir gratuitement. Où est passé le goût de l'effort ? On attend trop de l'État. Il y a une limite à ce que l'État peut offrir gratuitement. Il faut du courage politique pour ramener tout le monde à la réalité.

François Woo Shing Hai, entretien dans
l'express du 28 mars 2016

De tous temps et dans tous les pays du monde, l'économie et la politique n'ont jamais fait bon ménage. Ils doivent malheureusement se marier pour donner lieu à « l'économie politique », terme inventé par le Français Antoine de Montchrestien en 1615. L'Etat doit s'appliquer des règles de saine gestion économique afin d'avoir des moyens d'action de politique économique.

En politique, on met en avant, et avec beaucoup d'emphase, ce qui frappe les esprits. On ne va pas s'embarrasser de ce qui touche aux enjeux fondamentaux de l'économie, à savoir les orientations fiscales, les choix monétaires et les réformes structurelles. C'est parce que ces sujets-là soit n'accrochent pas, soit sont compliqués à comprendre. Or ce serait traiter les Mauriciens comme ce « peuple vain et léger » dont parle La Fontaine dans *Les Pouvoirs des Fables*⁸⁸.

En tout cas, ce qui retient l'attention du citoyen lambda, c'est le développement politique. Les secousses politiques sont devenues le lot quotidien des Mauriciens au point qu'elles se banalisent. Elles font partie du folklore du microcosme politique du pays. N'était-ce la surmédiatisation qui leur est faite, elles effleuraient à peine les sujets de conversation des fourmis, de ceux qui travaillent et produisent la richesse. Le marché a fini par inclure ces secousses dans ses calculs économiques.

Depuis 2010, l'île Maurice a connu des cassures et des mésalliances politiques qui ont affecté la bonne marche du gouvernement. Par conséquent, l'esprit de réforme a décliné, les grandes réformes économiques ont été mises en veilleuse, et la population ne s'est pas focalisée sur les défis économiques, tant elle a été traitée comme une enfant gâtée.

Ainsi donc, l'économie fait tapisserie dans la cour de récréation politique. Or les entreprises ne peuvent pas continuellement

attendre : soit elles renvoient leur décision d'investir, soit elles licencient, soit elles ferment boutique, soit elles délocalisent ailleurs. Alors que l'homme politique peut jouer avec le temps, l'acteur économique considère le temps comme un coût et l'intègre dans ses calculs.

S'il comprend le sens de réforme, un gouvernement peut faire le choix courageux de l'économique. Or une réforme n'a de chance d'aboutir que si elle suit le principe de Pareto : pour atteindre un objectif, il faut aller jusqu'au bout de sa logique sans prendre aucune déviation. Hélas, chassez la politique, elle reviendra au galop. C'est naturel dans une démocratie électorale.

C'est pourquoi il existe encore des pesanteurs dans l'économie mauricienne. Inflexible et fort comme un chêne, l'Etat y est très présent via les obstacles administratifs, la détermination des salaires et le contrôle des prix. Ils sont comme la peste qui fait souffrir les chefs d'entreprise et dont la gravité est exprimée par La Fontaine : « ils ne mouraient pas tous, mais tous étoient frappés »⁸⁹. De ce « mal qui répand la terreur », il résulte des dysfonctionnements dans les marchés des produits, d'où le fait que, pour citer l'entrepreneur Dev Sunnasy, « l'Etat est créateur de chômeurs »⁹⁰.

L'Etat est avant tout une institution en ce sens qu'il dicte les règles du jeu. Les keynésiens croient que la relance de l'économie passe simplement par une politique de la demande. Les économistes néo-classiques pensent que, pour y arriver, il suffit de libérer les facteurs de production. Mais non, affirme l'Ecole Autrichienne, c'est le cadre institutionnel qui est primordial. Ce sont les institutions qui déterminent la compétitivité internationale du pays, bien plus que les politiques ou les facteurs de marché, à condition qu'elles aient la flexibilité du roseau qui plie et ne rompt pas. Etant des règles bien enracinées, les institutions doivent savoir déployer une souplesse face au changement.

Dans cette optique, la vision planificatrice et centralisatrice des organismes étatiques (chapitre 24), qui fait de l'Etat l'acteur principal de l'économie (chapitre 25), ne peut que nuire à l'économie décentralisée, qui est un gage de la liberté de l'entreprise. Les véritables acteurs économiques ont plutôt besoin d'un Etat facilitateur qui requiert un leadership politique résolu (chapitre 26), un bon ministre des finances à plein temps (chapitre 27) et une démocratie participative, stable et efficace en termes de coût (chapitre 28).

SIXIÈME PARTIE

Sous le ciel

Son bois, dommageable ornement,
L'arrêtant à chaque moment,
Nuit à l'office que lui rendent
Ses pieds, de qui ses jours dépendent.
Il se dédit alors, et maudit les présents
Que le Ciel lui fait tous les ans.
Nous faisons cas du beau, nous méprisons l'utile ;
Et le beau souvent nous détruit.
Ce cerf blâme ses pieds, qui le rendent agile ;
Il estime un bois qui lui nuit.

*(Les Fables de La Fontaine,
« Le Cerf se voyant dans l'eau », livre VI, fable 9)*

Le changement climatique, l'insécurité alimentaire, la crise énergétique, ainsi que les pressions démographiques qui assaillent la plupart des pays, doivent nous amener à prendre conscience qu'une croissance économique durable est indissociable de la défense des grands équilibres naturels.

Jean-Claude de l'Estrac, cité dans
le mauricien du 23 mai 2014

Canicules, inondations éclairs, ouragans, tsunamis, éruptions volcaniques, tremblements de terre : tout cela mis ensemble, ce mélange détonant est effrayant comme si le ciel nous était tombé sur la tête. Ce qui fait le succès médiatique des prophètes de malheur, ou à défaut, le bonheur des diseurs de bonne nouvelle. Si c'est une façon de réveiller les Mauriciens pour traiter du problème écologique, alors il vaut mieux se trouver ici-bas.

Seuls ceux qui proclament une philosophie du ciel croient dans les marchands de rêves. Dans *Ainsi parlait Zarathoustra* (1885), Friedrich Nietzsche conjure ses frères de demeurer « fidèles à la terre » et de ne pas croire « ceux qui vous parlent d'espérances supraterrrestres ». Message entendu par John Maynard Keynes pour qui l'économiste « doit étudier le présent à la lumière du passé et dans la perspective du futur », et « avoir autant les pieds sur terre qu'un homme politique ». C'est en corrigeant des erreurs passées que nos actions présentes donneront des résultats futurs.

Le 5 février 2015, le site web lemonde.fr affichait un titre très parlant qui reprit une déclaration d'un professeur d'économie du climat à l'Université Paris-Dauphine : « L'économie est l'un des outils les plus efficaces pour combattre le changement climatique ». C'est un sujet qui divise plus qu'il ne rassemble. Car l'économie est souvent opposée à l'écologie comme si elles étaient incompatibles. En fait, il est possible de les réconcilier¹⁰¹. Cependant, l'approche pour arriver à cet objectif diffère selon qu'on utilise l'instrument politique du développement durable ou le mécanisme économique du marché.

Le profane définira le développement durable comme un développement qui dure. Ici, durable signifie continu. Qui ne voudrait pas que le développement soit durable ? On veut tous une croissance économique continue, surtout dans un pays en développement tel que l'île Maurice.

L'économie mauricienne croît de manière soutenue : de 1984 à 2018, elle a connu une croissance réelle cumulative de 424%. Donc le niveau de développement de Maurice est 5,24 fois plus élevé aujourd'hui qu'il y a 35 ans.

Néanmoins, il existe encore beaucoup de pauvres à Maurice et ailleurs. Pour citer un ancien ministre de l'environnement et du développement durable, « une personne sur sept dans le monde va dormir le ventre vide chaque soir. En outre, quelque 20 000 enfants de moins de cinq ans meurent de faim chaque jour, alors qu'ironiquement, 1,3 milliard de tonnes de nourritures sont gaspillées chaque année »¹⁰². L'ampleur du gaspillage et de la perte alimentaire dans le monde relève aussi d'une question écologique.

On peut aisément comprendre pourquoi les deux pays les plus surpeuplés, l'Inde et la Chine, qui sont des économies très polluantes, s'intéressent peu à la notion de développement durable. Chaque pays a ses priorités. Comme l'a si bien fait ressortir un éditorialiste de *l'express dimanche*, « comment fait-on pour ériger la question écologique en priorité absolue quand on parle aux 3 milliards de citoyens du monde qui vivent avec moins de 2,50 dollars par jour (Rs 90 !) ? La démocratie, valeur absolue à mon sens, prend-elle priorité sur le droit de se vêtir, de manger, d'avoir un toit sur sa tête ? Pas toujours ! (...) Tout est donc relatif. »¹⁰³

La nature serait-elle en colère contre les hommes par leur propre faute ? Aucun sentiment de culpabilité ne viendrait à bout du changement climatique. Prions le ciel, mais revenons sur terre et restons mesurés dans nos actes. Avec modestie, nous pouvons identifier des emplois verts (chapitre 29), explorer le potentiel économique de l'océan (chapitre 30) et penser le développement urbain en termes d'innovations technologiques (chapitre 31), sans avoir à nous montrer alarmistes (chapitre 32) ni pécher par excès de précautions (chapitre 33).

NOTES

INTRODUCTION

1. « L'Aigle, la Laie et la Chatte », livre III, fable 6.
2. « La Mouche et la Fourmi », livre IV, fable 3.
3. « L'Enfouisseur et son Compère », livre X, fable 5.
4. « L'Avare qui a perdu son trésor », livre IV, fable 20.
5. « Le Trésor et les deux Hommes », livre IX, fable 16.
6. « L'Enfouisseur et son Compère », livre X, fable 5.
7. « Du Thésauriseur et du Singe », livre XII, fable 3.
8. « L'Homme entre deux âges et ses deux maîtresses », livre I, fable 17.
9. « Le Lion s'en allant en guerre », livre V, fable 19.
10. « Le Chartier embourbé », livre VI, fable 18.
11. « Le Laboureur et ses enfants », livre V, fable 9.
12. « La Laitière et le pot au lait », livre VII, fable 10.
13. « Le Chat, la Belette et le petit Lapin », livre VII, fable 16.
14. « Le Bassa et le Marchand », livre VIII, fable 18.
15. « Le Soleil et les Grenouilles », livre XII, fable 24.
16. « L'avantage de la Science », livre VIII, fable 19.
17. Ramesh Basant Roi, « *GDP Forecasts Conundrum: Unsolicited Advice to Leaders of Political Parties* », *l'express*, 7 janvier 2019.
18. Entretien dans *Le Défi Plus*, 10 novembre 2018.
19. « Consommation en hausse = un boost à la croissance ? », titrait *l'express* du 28 décembre 2017.
20. Le *Country Senior Partner* de PwC Maurice dans un entretien à *l'express* du 29 août 2018.
21. Lire Eric Ng Ping Cheun, « L'offre éducative », *Le Défi Quotidien*, 23 janvier 2019.
22. Eugen von Böhm-Bawerk, *Capital and Interest*, 1890.

INDEX

- Aléa moral, 29, 91, 93
Anticipations inflationnistes, 66-68
Autorité, 228
Avantage compétitif, 181
BAI, 89-94, 222
Banque centrale, 61-62, 72-74
Banque parallèle, 95-97
Bitcoin, 100-104
Blockchain, 102-103
Bourse, 84-88
Brexit, 178-183
Capital, 3
Capital social, 131-133
Capitalisme d'Etat, 219-221
Capitalisme de connivence, 183, 221
Chômage des jeunes, 116-118
Ciblage d'inflation, 63-66
Communication, 136-138, 163
Compétitivité, 173-174, 180, 210
Concurrence, 199
Confiance, 140-141
Conservatisme, 110
Consommateur, 6, 170, 195-196
Consommation, 7, 41, 69
Co-opétition, 176-178
Crédit, 8-9
Croissance inclusive, 148-149
Croissance réelle, 46-47
Cygne noir, 89
Déficit budgétaire, 19
Démocratie, 189-191, 234-239
Démographie, 49-51
Dépenses publiques, 20, 31
Dette publique, 19, 42-43, 47
Dévaluation compétitive, 81, 173, 175
Développement durable, 247-248
Diversité, 169
Economie bleue, 251-252
Efficacité, 169-172
Emplois verts, 249-250
Enrichissement illicite, 135, 200-201
Entrepreneur, 215
Epargne, 8-9, 17, 21-26, 145
Equité, 109, 169-171
Esprits animaux, 140-141
Etat de droit, 200, 202, 234
Etat nounou, 222
Exportations, 173
Flexisécurité, 124
Fourmière, 163
Gouvernance politique, 189-190
Grande Dépression, 163-164
Idées, 265-266
Ignorance rationnelle, 188
Impôt négatif, 126
Impôts, 71, 109, 153, 194-195
Inflation, 37-39, 45-47, 70, 259
Innovation, 119-122
Institutions, 210
Intelligence économique, 218
Investissement direct étranger, 172
Investissement fixe, 143-145, 262
Jobless Growth, 113-114
Keynésianisme, 7, 69
Libre échange, 163, 169-170
Liquidités, 73-76, 84, 86-87
Lobbying, 216-218
Manufacture, 32-33, 171-172, 196
Marché des titres, 146-147
Marché du travail, 117, 123-124

Marché noir, 202
Marché politique, 217-218
Médias, 227, 263-266
Méfiance, 134-136
Métro, 53-55
Ministre des finances, 230-233
Miracle économique, 197-198, 222
Monétarisme, 68-70
Monnaie, 61, 72, 102, 104
Offshore, 154-157
Pauvreté, 109, 148-150
Pension, 49-52, 198
Pilier économique, 35
Planification économique, 213-215
Populisme, 157, 182-185
Positivism juridique, 200-201
Préférence révélée, 151
Productivité, 143-144, 225
Prophétie auto-réalisatrice, 138
Propriété privée, 4, 134-135
Protectionnisme, 152, 164, 167-169, 171
Psychologie, 227, 233
Réforme électorale, 237-241
Risque politique, 185-186
Salaire minimum national, 123-126
Secret bancaire, 97-99
Smart City, 254-256, 261
Syndicalistes, 228
Taux d'intérêt, 8, 40, 46-47, 80, 262
Taux de change, 78-80, 174
Taux repo, 75-77
Valeur, 2, 240

L'île Maurice vit à l'heure de la dépense. Les gens, se comportant comme des cigales, passent tout l'été sinon à chanter, du moins à consommer. Jamais depuis l'indépendance la consommation n'a autant progressé : l'année 2018 a vu l'épargne domestique au plus bas par rapport au revenu national. Si les Mauriciens dépensent allègrement, c'est en s'endettant et en épuisant leurs réserves financières. Mais ils achètent surtout des produits importés tandis que leurs exportations sont en baisse et que les entrées de capitaux diminuent. Dès lors, une fois l'été passé, la cigale mauricienne risque d'être fort dépourvue quand la bise sera venue. Déjà, faute d'être secourue par les fourmis travailleuses et épargnantes, elle devient dépendante de dons étrangers pour boucler son budget annuel...



S'inspirant des Fables de Jean de La Fontaine, ce livre ne pouvait mieux tomber en cette période pré-électorale où le gouvernement a choisi d'échapper à l'économie en faisant preuve d'irresponsabilité fiscale. Dans le monde illusoire du court terme, qui loue l'insouciance et exclut la prévoyance, vivre au-dessus de ses moyens entraîne la ruine. Ce qui est vrai dans la microéconomie du ménage ou de l'entreprise l'est aussi au niveau macroéconomique.

ISBN 978-99903-41-94-2

